

Introduction à la Macroéconomie *Séance 10*

Le commerce extérieur : La compétitivité française

I. Documents joints :

Document 1 : Chevallier M., Octobre 2012, « Compétitivité : les clés de l'essor des entreprises », Alternatives Economiques, n°317.

Document 2 : Les douanes, Département des statistiques et des études économiques, 8 Août 2012, *Le chiffre du commerce extérieur*.

Document 3 : Fontagné L., 27 Janvier 2011, « La vraie différence France-Allemagne », Les échos.

Document 4 : Fontagné L. et Gaulier G., Décembre 2008, *Performances à l'exportation de la France et de l'Allemagne*, Conseil d'Analyse Economique.

Document 5 : Marchal G., 25 Octobre 2012, « Industrie française, l'impératif de compétitivité », L'AGEFI Hebdo.

II. Questions :

- 1) Sur la base de vos connaissances, rappelez les différents facteurs de la compétitivité d'une nation.
- 2) A l'aide de chaque document, dressez un bilan de la situation compétitive de la France.
- 3) Au vu des différents documents, quelles seraient les principales solutions envisageables pour améliorer la compétitivité française ?

III. Dissertation : (*ne fournissez que le plan et les sous-parties.*)

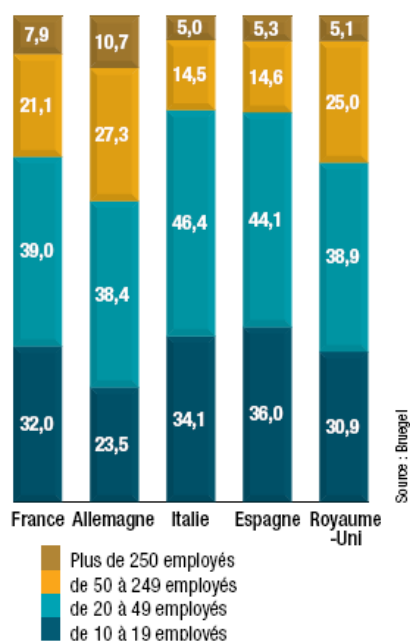
Au vu de la situation économique actuelle de la France, quelles politiques économiques sont envisageables pour redresser sa compétitivité ?

IV. Exercice : Le multiplicateur.

Soit une économie fermée composée de 3 agents : les entreprises, les ménages et l'Etat. La fonction de consommation est keynésienne tel que, $C = cY + C_0$. L'intervention de l'Etat se limite aux dépenses publiques (G_0).

Initialement, le montant de la consommation incompressible est de 20 et le revenu de plein emploi de 900. Le montant de l'investissement (I) est égal à (I_0).

- 1) Sur quelle « loi » repose la formulation de la fonction de consommation keynésienne (faites référence aux hypothèses concernant le lien entre revenu, propension moyenne et marginale à consommer) ?
- 2) Retrouvez l'expression du multiplicateur d'investissement caractérisant cette économie à partir de l'équilibre entre offre et demande.
Quelle est la PmC si le multiplicateur d'investissement est de 5 ?
- 3) Si le niveau de la demande effective correspond à un revenu national de 500, calculez le niveau de la consommation (C).
L'investissement autonome (I_0) étant égal à 70, calculez la valeur des dépenses autonomes de l'Etat (G_0).
- 4) L'Etat décide de stimuler la demande pour atteindre le niveau de plein emploi. De quel montant devraient augmenter les dépenses publiques pour atteindre cet objectif ?



Pour aider les entreprises à grandir, le soutien à l'innovation et à l'accès aux marchés étrangers peut jouer. Mais pas seulement.

La compétitivité d'une économie et sa place dans le commerce mondial reposent sur les performances de ses entreprises. La taille de ces dernières est déterminante : les grandes entreprises sont en effet plus productives, distribuent des salaires plus élevés, réalisent des profits plus importants et, enfin, innovent et exportent davantage. Les différences entre pays européens sur le plan de la taille de leurs entreprises peuvent par conséquent fournir une grille de lecture des écarts de compétitivité au sein de la zone euro.

Ainsi, les entreprises italiennes et espagnoles sont en moyenne 40 % plus petites que leurs homologues allemandes, relève une étude réalisée par le *think tank* européen Bruegel. Et alors que l'Espagne et l'Italie comptent seulement 5 % d'entreprises manufacturières employant plus de 250 salariés, l'Allemagne en affiche 11 %. Le Royaume-Uni compense en partie son manque de grandes sociétés par une proportion d'entreprises de 50 à 249 salariés presque aussi élevée qu'en

Allemagne. Tandis que la France occupe une place intermédiaire entre l'Allemagne et les pays du Sud de l'Europe.

Les coûts ne font pas tout.

Quelles sont les barrières à la croissance des entreprises ?, s'interrogent les économistes de Bruegel. Deux variables jouent principalement : le coût de l'innovation et le coût d'accès aux marchés étrangers (coûts de transports, procédures administratives...). Les deux sont étroitement liées, puisqu'une entreprise qui exporte croît, et donc dépense mécaniquement davantage en recherche et développement (R&D). Elles ne jouent cependant pas de la même manière selon les pays : ainsi, la grande proportion de petites entreprises en Italie semble principalement liée, selon Bruegel, au coût de l'innovation, tandis qu'en Espagne, elle serait le fruit tout à la fois d'un coût de l'innovation et de coûts d'exportation trop élevés. Il suffirait donc à l'Italie et à l'Espagne de soutenir l'innovation et à cette dernière d'agir en plus sur les barrières au commerce pour que la donne change.

Le raisonnement est tout de même un peu trop mécaniste : depuis quelques années, la France consent un effort sans équivalent ailleurs pour soutenir l'innovation des entreprises avec le crédit impôt recherche (13,4 milliards d'euros de dépenses fiscales sur la période 2009-2011), sans effet sensible pour l'instant. D'autres caractéristiques plus subtiles ont aussi leur importance, comme la manière dont une innovation trouve sa voie vers le marché. Sans compter que l'innovation ne se mesure pas simplement au montant des dépenses de R&D, comme le prouve l'exemple d'Apple, qui n'y consacre que 3 % de son chiffre d'affaires. Ce n'est pas parce que les PME italiennes consacrent peu d'argent à la R&D qu'elles n'innovent pas, par exemple sur le plan du *design* ou du marketing de leurs produits.

Le frein de l'austérité

L'étude a cependant le mérite de chercher à mesurer l'impact des mesures d'austérité adoptées en Europe. Ainsi, la baisse des dépenses publiques de R&D décidée par le gouvernement espagnol depuis 2009 a eu pour effet de réduire la valeur ajoutée créée par le secteur manufacturier de 2,1 % et la consommation des ménages de 2,7 %. Un éclatement de la zone euro aurait des conséquences plus lourdes encore. Loin de doper les exportations européennes, il les déprimerait, et par ricochet la richesse créée par les entreprises et la consommation des ménages, celle-ci plongeant d'entre 7 % et 15 %, les petits pays trinquant plus que les grands. Une estimation optimiste, observent les auteurs, puisqu'elle ne prend pas en compte les autres effets négatifs d'un tel événement.

Premier semestre 2012

Au premier semestre 2012, le ralentissement de l'activité dans la zone euro pèse sur les exportations, dont la croissance revient à +1,4 % (après +4,3 %). Cet essoufflement s'explique principalement par le recul des ventes de produits agricoles, après un niveau record en 2011. Celles de produits énergétiques, de produits métallurgiques et métalliques, et de l'industrie automobile se replient également. En revanche, les exportations pharmaceutiques rebondissent, tandis que les livraisons aéronautiques et spatiales restent très bien orientées. Ces deux mêmes produits participent à la hausse des importations, qui reste toutefois contenue du fait de la moindre progression des approvisionnements énergétiques et de la baisse des achats de véhicules automobiles. Au final, la facture énergétique s'alourdit et le déficit commercial se creuse de 1,7 milliard, pour atteindre -34,9 milliards (après -33,2 milliards).

Evolution semestrielle des échanges

(millions d'euros et croissance en % d'un semestre à l'autre)

	2011	2011 (CVS-CJO)		2012 (CVS-CJO)
	(brut)	S1	S2	S1
Exportations FAB	427 185	208 391	217 366	220 359
<i>croissance</i>	8,3%	2,7%	4,3%	1,4%
Importations FAB	498 426	246 643	250 584	255 306
<i>croissance</i>	11,6%	6,9%	1,6%	1,9%
Solde	-71 240	-38 252	-33 219	-34 947
<i>évolution</i>	-18 882	-10 549	5 033	-1 728
Taux de couverture	85,7%	84,5%	86,7%	86,3%

Source : Douanes - Données estimées FAB-FAB

Evolution trimestrielle des échanges

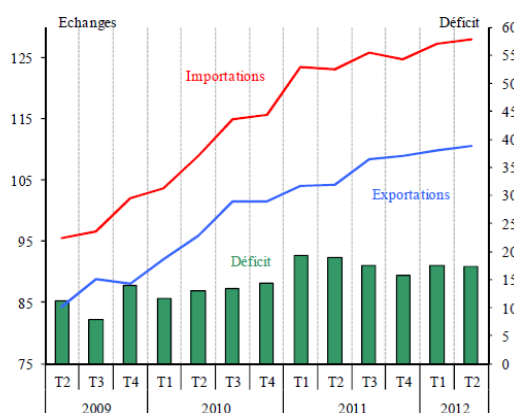
(millions d'euros et croissance en % d'un trimestre à l'autre)

	2011			2012	
	T2	T3	T4	T1	T2
Exportations FAB	104 300	108 341	109 024	109 764	110 594
<i>croissance</i>	0,2%	3,9%	0,6%	0,7%	0,8%
Importations FAB	123 176	125 860	124 724	127 342	127 963
<i>croissance</i>	-0,2%	2,2%	-0,9%	2,1%	0,5%
Solde	-18 876	-17 519	-15 700	-17 578	-17 369
<i>évolution</i>	500	1 357	1 819	-1 878	209
Taux de couverture	84,7%	86,1%	87,4%	86,2%	86,4%

Source : Douanes - Données estimées FAB-FAB, CVS-CJO

Evolution trimestrielle des échanges et du déficit

(milliards d'euros)



Source : Douanes - Données estimées FAB-FAB, CVS-CJO

Net recul des ventes de produits agricoles

Au premier semestre 2012, la croissance des **exportations** ralentit fortement par rapport au semestre précédent (+1,4 %, après +4,3 %). Cette évolution s'explique surtout par le recul des ventes de produits agricoles, notamment celles de céréales. Les exportations de produits énergétiques, de produits métallurgiques et métalliques, et de l'industrie automobile se replient également. En revanche, les ventes aéronautiques et spatiales continuent à afficher des performances exceptionnelles, tandis que les exportations de produits pharmaceutiques et de composants et cartes électroniques reprennent nettement. Les ventes de produits des IAA restent dynamiques et l'excédent agroalimentaire s'améliore.

La croissance des **importations** est modérée (+1,9 %, après +1,6 %), en raison notamment de la réduction des achats d'hydrocarbures naturels, alors que les approvisionnements en produits pétroliers raffinés accélèrent. Hors énergie, la reprise des achats (+1,7 %, après +0,8 %) est tirée par la pharmacie, la chimie, les métaux non ferreux, ainsi que les produits informatiques et électroniques. Les acquisitions aéronautiques, notamment auprès de l'Allemagne et des Etats-Unis, restent fermes. En revanche, la baisse des achats de véhicules automobiles s'accroît, en lien avec l'atonie du pouvoir d'achat des ménages.

Baisse des exportations vers l'UE

Au premier semestre 2012, les exportations s'orientent à la baisse vers l'**UE** (-0,5 %, après +2,9 %), plus particulièrement vers les pays de l'Europe du sud. Elles n'augmentent plus que faiblement vers l'Allemagne, mais enregistrent un léger rebond vers les nouveaux Etats membres (NEM). Vers les **pays tiers**, les ventes progressent encore rapidement (+4,8 %, après +6,3 %), principalement vers la Russie, les Etats-Unis et la Chine, du fait du dynamisme des livraisons aéronautiques et spatiales. Enfin, les exportations se replient vers le Proche et Moyen-Orient, notamment vers l'Iran, et l'Afrique (produits agricoles).

Les importations ralentissent depuis l'**UE** (+1,2 %, après +2,2 %), notamment depuis l'Allemagne, alors qu'elles redémarrent depuis les **pays tiers** (+4,4 %, après -0,6 %). Leur croissance est marquée depuis les Etats-Unis, grâce à l'aéronautique, contribuant à une forte détérioration du déficit bilatéral. Elle est également vigoureuse depuis l'Asie, du fait d'un grand contrat naval. S'agissant des pays fournisseurs de pétrole, les achats accélèrent depuis l'Afrique, en lien avec la reprise des approvisionnements pétroliers depuis la Libye, alors qu'ils se replient depuis l'Iran et la Norvège.

Dans une union monétaire comme la zone euro, un pays membre s'engageant dans une modération salariale réduit ses coûts unitaires -ses coûts par unité produite -relativement à ses concurrents, dès lors qu'il colle à ceux-ci en termes de productivité. Si cet avantage de coût n'est pas compensé par un accroissement des marges des entreprises, les prix de ce pays s'améliorent, donc ses parts de marché. Et si cet avantage de coût n'est passé que partiellement au consommateur, les marges ainsi gagnées peuvent être en partie réinvesties. C'est alors la compétitivité hors prix qui va s'améliorer et là encore les parts de marché en bénéficient. Dans tous les cas, le rééquilibrage ne pouvant plus passer par l'appréciation du taux de change nominal du pays accumulant les excédents commerciaux, ce sont finalement les emplois qui se déplacent au sein de la zone intégrée.

De la réunification à l'introduction de l'euro, la rémunération du travail avait augmenté plus rapidement en Allemagne qu'en France, avec une productivité plutôt moins dynamique. L'Allemagne a donc très légitimement entrepris de corriger ce problème de compétitivité à partir de 2000, sans y parvenir au départ en raison de gains de productivité insuffisants. C'est en réalité le maintien de la modération salariale combiné à une reprise de la productivité à partir de 2004 qui a permis un ajustement éclair : les industriels allemands n'ont alors que très partiellement distribué à leurs salariés les gains de productivité réalisés.

De 1999 à 2008, les coûts unitaires ont ainsi fortement divergé au sein de la zone, comme l'a montré la BCE. L'Allemagne et l'Autriche se sont écartées de la moyenne vers le bas (respectivement de près d'un point et demi et un point de pour cent par an). La Finlande, la France et la Belgique sont dans la moyenne. Les pays divergeant vers le haut sont connus : l'Irlande d'abord, puis l'Espagne, la Grèce et le Portugal (tous de plus d'un point par an). Dans une perspective encore plus longue, les statistiques de coût unitaire dans l'industrie (Eurostat) nous montrent qu'en 2008 les coûts relatifs de l'Allemagne par rapport à la France sont revenus à leur niveau de ... 1992. L'ajustement a donc été particulièrement rapide et a conduit à la situation largement commentée aujourd'hui en oubliant le contexte de cet ajustement : entre juin 2003 et mars 2010, les salaires ont augmenté de 25 % en France et de seulement 10 % en Allemagne, avec une productivité comparable dans les deux pays. L'Allemagne a en réalité ainsi compensé le handicap de 15 % de coût relatif par rapport à la France accumulé entre la réunification et l'introduction de l'euro.

Pour autant, au sein du Marché unique les prix industriels n'ont pas divergé fondamentalement entre les deux pays, au niveau le plus fin des produits. A l'extérieur, les industriels allemands ont moins passé l'appréciation de l'euro dans leurs prix en monnaie étrangère. Finançant cet effort sur leurs marges, ils ont ramené leurs prix au niveau français. Mais dans les deux cas, l'Allemagne a fait beaucoup mieux en matière d'exportation que la France, ce qui souligne le rôle déterminant de la compétitivité hors-prix.

Au final, la modération salariale a freiné la demande interne outre-Rhin, dans la mesure où les gains de productivité non distribués aux salariés n'ont pour l'essentiel pas été consommés et renforcé l'attrait des marchés extérieurs pour les industriels allemands. Tel était probablement le schéma que Madame Lagarde avait à l'esprit, lorsqu'elle avait souligné dans un entretien au Financial Times les limites du modèle de compétitivité allemand obtenu en « [...] exerçant une forte pression sur ses coûts de main-d'oeuvre ». Si les réactions en Allemagne à cette prise de position étaient attendues, le retour en force quelques mois plus tard du thème du coût du travail en France, porté précisément par la comparaison avec l'Allemagne, peut surprendre. En consommant avec modération, l'Allemagne a fait resurgir dans l'imaginaire français l'apologue de la cigale et de sa voisine laborieuse. Or la France n'a pas tant un problème de coût du travail qu'un problème d'innovation et de qualité perçue de son offre. C'est essentiellement en matière de R&D que la France accumule du retard par rapport à l'Allemagne depuis le début des années 2000. Et depuis 2004, l'effort allemand s'accélère alors qu'aucune véritable reprise des dépenses n'est en vue côté français.

Document 4 : Fontagné L. et Gaulier G., Décembre 2008, *Performances à l'exportation de la France et de l'Allemagne*, Conseil d'Analyse Economique.

5. Variation 1995-2005 des parts de marché pour les produits technologiques, puis par segment de marché en %

	Part de marché	Variation en p.p.	Part de marché	Variation en p.p.
	Hors intra-Union européenne		Y compris intra-Union européenne	
	2005	1995-2005	2005	1995-2005
Hi-tech Allemagne	4,8 %	0,22	8,2 %	0,18
Hi-tech France	3,5 %	-1,12	4,9 %	-1,74
Bas gamme* Allemagne	3,8 %	-0,08	7,8 %	-0,82
Bas gamme* France	1,9 %	-0,30	4,0 %	-0,75
Milieu gamme* Allemagne	5,2 %	-0,40	10,7 %	-0,57
Milieu gamme* France	2,4 %	-0,31	5,6 %	-0,83
Haut gamme* Allemagne	9,4 %	-0,51	15,2 %	0,29
Haut gamme* France	3,5 %	-0,69	6,0 %	-1,32

Sources : BACI, calculs CEPII.

Note : * : 2004 et 1995-2004, en raison de l'absence des données de volume pour 2005 (changement de méthode de l'Office statistique de l'ONU).

[...] *Première conclusion*, ce n'est pas tant d'une aide à l'exportation dont les entreprises françaises ont besoin, que d'une politique beaucoup plus horizontale rehaussant le niveau d'efficacité de l'ensemble des entreprises françaises, de telle sorte que le potentiel de croissance s'élève et incidemment qu'un plus grand nombre d'entre elles puisse exporter plus de produits ou vers plus de destinations. La question de l'innovation, comme le démontre le recul du high-tech, est au cœur de ces politiques.

Deuxième conclusion, une politique de soutien à l'entrée sur le *premier* marché étranger, en particulier si c'est un marché de l'Union européenne, peut être à l'origine de deux effets non désirés. Tout d'abord, un effet d'aubaine pour des firmes ayant le niveau d'efficacité suffisant pour réussir de toute façon. Dans le pire des cas, cela peut permettre à des firmes de commencer à exporter, sans que les primes d'efficacité, de taille, d'emploi ou de rentabilité soient vraiment décisives, avec le risque important d'un échec de cette stratégie d'exportation.

À tout prendre, et si une politique en direction des exportateurs devait être privilégiée, c'est en direction des exportateurs dépassant ce stade initial et parvenant à exporter vers plus d'un marché, et en dehors de l'Union européenne, qu'une telle politique devrait être orientée. On revient ici vers les entreprises de taille « moyenne-grande » et non vers les petites entreprises ou les primo-exportateurs. Au total, une plus grande discrimination dans l'utilisation des aides, et une politique plus générale ne visant pas *a priori* les exportateurs, devrait être privilégiée [...].

Document 5 : Marchal G., 25 Octobre 2012, « Industrie française, l'impératif de compétitivité », L'AGEFI Hebdo.

Enrayer l'atrophie du secteur manufacturier et la dégradation du solde des échanges extérieurs est un travail de longue haleine.

Le mot compétitivité est sur toutes les lèvres.

Le rapport Gallois qui lui est consacré fait couler beaucoup d'encre avant même d'être remis au gouvernement. Quant à la Commission européenne, elle vient de réitérer, dans le cadre du très solennel Conseil compétitivité de l'Union européenne, son souhait de porter à 20 % du PIB la part de l'industrie en Europe d'ici à... 2020. D'une acception large pour ne pas dire vague, l'expression compétitivité recoupe beaucoup de thèmes polémiques : de la baisse des charges sociales à la réindustrialisation du pays, du profond déficit commercial au niveau en gamme des biens industriels, en passant par la résorption des déséquilibres macroéconomiques au sein de la zone euro. Douée d'ubiquité, la compétitivité trouve sa place dans tous les débats d'ordre économique. Pour illustrer la perte de compétitivité de l'industrie française, il est d'usage de regarder la chute des exportations vers les pays partenaires de la zone euro

comme vers les pays hors zone. L'effondrement est spectaculaire depuis le tournant des années 2000 (voir les graphiques dans L'Agefi Hebdo du 2 février 2012). La part des exportations françaises de marchandises dans les exportations de la zone euro est passée de 17 % en 1999 à moins de 13 % aujourd'hui. Cela dit, le déclin des produits manufacturés n'est pas le plus spectaculaire au regard de la chute plus pentue des exportations de services qui sont passées de 22 % du total de la zone euro en 1995 à 15 % en 2010 (avec une stabilisation depuis autour de 16 %). A se cantonner aux échanges intra-zone euro, les données concernant les seules exportations vers les partenaires partageant la monnaie unique donnent une image identique. Bilan : le solde des échanges extérieurs de marchandises est devenu négatif à partir de 2003, et aujourd'hui le déficit s'affiche à 70 milliards d'euros sur les douze derniers mois.

Productivité.

La datation du retournement à la fin du siècle dernier n'est pas anodine. Elle combine à la fois la fin des effets de la désinflation compétitive des années 80-90, l'impossibilité avec le processus de création de l'euro de procéder à des dévaluations et l'ouverture générale des marchés avec la mondialisation dans le cadre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce). Inverser cette tendance constitue donc un travail de longue haleine, impliquant de restaurer les marges bénéficiaires des entreprises, de relancer l'investissement industriel et de monter en gamme pour les produits. Dans l'immédiat, la baisse du coût du travail par un allègement des charges serait un bon début et l'unique levier d'action à court terme, pour la majorité des économistes. Des voix discordantes se font entendre. Car pour mesurer la compétitivité, il faut aussi tenir compte de la productivité pour corriger le coût de la main-d'œuvre : on arrive alors au coût salarial unitaire (CSU). Et dans le secteur manufacturier, les CSU français n'ont pas à rougir de la comparaison en Europe. Qui plus est, c'est le secteur des services aux gains de productivité faibles qui connaît une hausse importante des CSU (voir les graphiques). « Baisser les charges serait une opération à un coup que les entreprises répercuteraient en baissant leurs prix et/ou en reconstituant leurs marges, explique Mathilde Lemoine, chef économiste de HSBC France. Mais cela ne résoudra pas le problème global de la compétitivité ou du niveau de gamme et ne fera pas des entreprises françaises des 'price makers' sur leurs marchés à l'export. » D'autres causes du déficit de la balance courante sont à chercher ailleurs que dans le coût du travail. « La France est le seul pays de la zone euro à ne pas voir d'amélioration de son solde commercial en raison de la persistance de dépenses publiques dynamiques, poursuit Mathilde Lemoine. La redistribution n'a pas été sacrifiée sur l'autel de l'austérité budgétaire à la différence d'autres pays, notamment du sud de la zone euro. Elle a continué d'alimenter un flux d'importations. Ensuite, depuis 2005, le solde des échanges du secteur automobile s'est dégradé de 18,7 milliards d'euros. A lui seul, ce secteur représente 28 % de la détérioration de la balance commerciale. Or nous sommes loin d'avoir trouvé un secteur pour remplacer l'automobile. » « En regardant l'exemple de maîtrise des coûts dans l'industrie allemande, la baisse des charges est venue en 2007 parachever la consolidation de la compétitivité commencé quelques années plus tôt », indique Denis Ferrand, directeur général de COE-Rexecode. Pour l'économiste, « la compétitivité outre-Rhin s'explique par la maîtrise salariale qui a prévalu tout au long des années 2000. L'industrie y a bénéficié d'un environnement nominal favorable. » Pour Denis Ferrand, l'atonie du marché immobilier allemand - le seul à ne pas connaître d'emballement des prix au cours de la décennie 2000 - a contribué à rendre « plus acceptables » l'austérité salariale et la stagnation des revenus sur la période.

Enrayer l'atrophie.

Le rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de Finances 2013 ne dit pas autre chose en considérant que « la hausse des prix de l'immobilier en France a pu contribuer à dégrader la compétitivité-prix des entreprises en pesant sur leurs coûts ». De manière directe via les prix des loyers et des investissements immobiliers. Et aussi de manière indirecte : on constate, « en zone euro, une corrélation positive entre l'évolution des prix de l'immobilier et celle des coûts salariaux ». « En renchérissant le coût du travail, la hausse des prix immobiliers en France pourrait avoir dégradé la compétitivité-coût des entreprises françaises et détérioré la balance courante. » « Dans l'immédiat, il n'y a pas d'autre alternative que de baisser le coût du travail afin de d'enrayer l'atrophie des marges dans l'industrie », estime Denis Ferrand. Le problème est que la plupart des partenaires européens de la France se sont lancés dans une course à la baisse des coûts salariaux. L'amputation des salaires et des revenus dans plusieurs pays permet de résorber leurs déficits commerciaux en réduisant la consommation intérieure et donc les importations, plus encore qu'en relançant les exportations d'entreprises devenues plus compétitives. « Certes, la nécessité de rééquilibrer les balances courantes en zone euro fait consensus, indique Mathilde Lemoine. Mais cela ne fait pas de cette volonté politique un modèle de croissance économique à moyen terme. »